



**DISCOURS – QUARANTE DEUXIEME SESSION DE LA
COMMISSION ON POPULATION ET DEVELOPPEMENT**

by

**PRESIDENT DE L'ECOSOC
AMBASSADOR SYLVIE LUCAS DU LUXEMBOURG**

2 Avril 2009

Madame la Présidente,
Distingués représentants,

C'est un honneur pour moi de prendre la parole à la quarante-deuxième session de la Commission de la population et du développement en ma qualité de Présidente du Conseil économique et social. Je tiens à vous assurer que le Conseil appuie pleinement les efforts déployés par la Commission pour faire progresser les questions de population et de développement à l'échelle mondiale, d'autant que celles-ci sont intimement liées au thème de l'Examen ministériel annuel de 2009, qui portera sur la « Mise en œuvre des objectifs adoptés et des engagements pris sur le plan international en matière de santé publique ».

Etabli par le Sommet mondial de 2005, l'Examen ministériel annuel doit notamment évaluer les progrès enregistrés dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et d'autres objectifs et cibles fixés dans le cadre des grands sommets et conférences des Nations Unies qui se sont tenus depuis 1990, et

contribuer à approfondir et à accélérer la mise en œuvre de ce programme de développement en servant de forum de discussion de haut niveau bénéficiant d'une participation diverse, où il est possible d'échanger les enseignements tirés et d'identifier les pratiques et stratégies réussies qui méritent d'être mises en œuvre à plus grande échelle.

L'Examen ministériel annuel a été lancé avec succès en 2007, lorsqu'il a été consacré à l'élimination de la pauvreté et de la faim. En 2008, il a porté sur le développement durable et, comme je l'ai signalé plus tôt, il portera cette année sur la santé publique. Il se déroulera à Genève durant le débat de haut niveau de la session de fond du Conseil économique et social, qui doit se tenir du 6 au 9 juillet.

Pour que l'Examen ministériel annuel atteigne ses objectifs, des préparatifs sont en cours aux niveaux mondial, régional et national. L'exercice bénéficie d'un grand engagement des États Membres, du système des Nations Unies, d'autres parties prenantes institutionnelles de premier plan, de la société civile et du secteur privé. Le thème retenu cette année a suscité beaucoup d'attention, y compris du fait des conséquences que la crise économique et financière que connaît le monde risque d'avoir sur le développement, aussi la Commission souhaitera-t-elle peut-être prendre note d'un certain nombre d'activités préparatoires qui se sont déjà déroulées ou qui vont se dérouler durant les prochains mois.

Il y a deux jours seulement, les membres de la Commission ont eu l'occasion de participer à l'une des réunions préparatoires, qui a examiné entre autres les incidences de la crise financière sur la réalisation des objectifs dans le domaine de la santé. De plus, des réunions régionales permettent aux États Membres d'étudier les questions qui intéressent plus particulièrement chacune des régions. La première, qui s'est tenue à Colombo (Sri Lanka), a porté sur « *Les stratégies de financement des services de santé* ». La prochaine se tiendra fin avril à Beijing et portera sur « *La*

promotion de l'éducation sanitaire ». La réunion régionale au titre de l'Examen ministériel annuel qu'il est proposé de tenir au Qatar doit porter sur « *La prévention et le contrôle des maladies non transmissibles* », question que de nombreux experts considèrent aujourd'hui comme la principale entrave sanitaire au développement dans le monde au XXI^e siècle. Enfin, on étudie la possibilité de tenir des réunions régionales au titre de l'Examen ministériel annuel en Jamaïque et au Ghana en vue d'examiner les questions relatives au *VIH/sida* et à la *cybersanté*.

Sous la direction du Bureau du Conseil économique et social, d'autres réunions et manifestations se tiennent au titre des préparatifs de l'Examen ministériel annuel. Ainsi, plus tôt cette année, une manifestation spéciale sur la philanthropie et la santé publique a été organisée conjointement par le Département des Affaires économiques et sociales et le Bureau des Nations Unies pour les partenariats, en collaboration avec le *Committee Encouraging Corporate Philanthropy* et l'Organisation mondiale de la Santé. En outre, une table ronde du Conseil économique et social sur la médecine traditionnelle, intitulée « *Tirer parti de la médecine traditionnelle pour accélérer les progrès faits dans la réalisation des objectifs du Millénaire ayant trait à la santé* », s'est tenue le 12 février dernier à New York.

Enfin, un forum Internet prenant la forme d'une discussion électronique dirigée sur la santé publique mondiale s'est déroulé du 29 janvier au 26 février, organisé conjointement par le Département des Affaires économiques et sociales et le Programme des Nations Unies pour le développement. Ce forum a non seulement réuni différents acteurs, mais il a aussi permis d'énoncer un certain nombre de recommandations pour examen par le Conseil et la communauté internationale.

La session proprement dite de l'Examen ministériel annuel s'articulera autour d'une série d'exposés nationaux volontaires faits par des pays en développement et des pays industrialisés sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de

développement adoptés à l'échelle internationale, y compris ceux énoncés dans la Déclaration du Millénaire. Cette année, la Bolivie, la Chine, la Jamaïque, le Japon, le Mali, la République dominicaine, le Soudan et Sri Lanka se sont proposés de faire un exposé.

Les exposés nationaux volontaires visent à fournir des exemples de bonnes pratiques et d'enseignements tirés de façon à ce que les autres États Membres puissent fonder leurs initiatives sur ce qui a donné de bons résultats. Pour aider les États Membres à cet égard, le Département des Affaires économiques et sociales a mis en place un site Web consacré aux « stratégies de développement qui marchent », et où sont présentés les résultats des examens ministériels annuels.

Par ailleurs, à la demande des pays en développement faisant un exposé national volontaire, le Département des Affaires économiques et sociales a aidé à organiser des ateliers nationaux pour renforcer la capacité d'évaluer la mise en œuvre des stratégies nationales de développement. Jusqu'à présent, des ateliers se sont tenus en Bolivie, en Chine, au Mali et à Sri Lanka. Tous les ateliers ont bénéficié de la participation des principales parties prenantes et ont porté sur les défis sanitaires.

Distingués représentants,

Si les activités que je viens d'énumérer sont essentielles pour la réussite de l'Examen ministériel annuel, elles ne peuvent déboucher que sur autant d'idées et de recommandations. Les commissions techniques sont une autre source importante d'information pour évaluer les progrès accomplis, identifier les obstacles à la réalisation des objectifs fixés dans le domaine de la santé et élaborer des stratégies efficaces pour atteindre ceux-ci. Le Conseil ne doute pas que la Commission de la population et du développement, en particulier, jouera un rôle directeur au niveau intergouvernemental dans ses domaines de compétence, notamment la santé en matière

de sexualité et de procréation, la prévention de la mortalité infantile, l'amélioration de la santé maternelle et les interdépendances avec la dynamique des populations, y compris le vieillissement de la population, et la santé publique. J'ai hâte de connaître vos vues sur ces questions et les autres questions pertinentes.

Avant de conclure, permettez-moi encore de remercier la Présidente de la Commission, M^{me} Elena Zúñiga, pour m'avoir invitée à prendre la parole devant cette session de la Commission. Je tiens à souligner que j'apprécie vivement la volonté de chacun d'entre vous, collègues et membres de la Commission, de prendre part activement aux travaux du Conseil.

Je vous remercie.